

Département de Seine et Marne

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire du 27 février 2020

L'an deux mil vingt le vingt-sept février, à 19h00, les membres du conseil communautaire se sont réunis dans la salle polyvalente de la commune de La Ferté-sous-Jouarre sur la convocation qui leur a été adressée le 16 janvier 2020 par le président Ugo PEZZETTA en vertu de l'article L5211-41-3 V et conformément aux articles L.5211-1 à L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) renvoyant notamment aux articles L.2121-10 et L.2121-12 du (CGCT) applicables en la matière.

Présents : 58 Pouvoirs : 18 Absents/Excusés : 9 - Votants : 76

Présents : MM. Et Mmes : ANCELIN Albane, ANSALONI Martine, ARNOULT François, ASHFORD Patrick, Pascal LESEURRE (suppléant de AUDOUX Agnès), BARRÉ Laurent, VEYSSET Cathy (suppléante de BÉGNÉ Pierre-Emmanuel), BOULVRAIS Daniel (+ pouvoir de DAUNA Jean-Vincent), BOURCHOT Alain, BOURDIER Monique (+ pouvoir de ZAKOSKI Vincent), CAROUGE Bernard (+ pouvoir de LYON Valérie), CAUX Nicolas, CHARBONNEL Jean-Luc (+ pouvoir de ROUSSEAU Cédric), COUASON Fabrice, DELAVALX Bernard, DELESTRET Henri, DELOISY Sophie, DENAMIEL Alexandre (+ pouvoir de CHAUVIN Joël) a quitté la réunion, DHORBAIT Guy (+ pouvoir de BERTHELIN Céline), DOMARD Muriel, DURAND Daniel, FORTIER Patrick (+ pouvoir de CLÉMENT Jean-Pierre), FOURMY Philippe (+pouvoir de DESWARTE Philippe), FOURNIER Pascal, GAUTHERON Philippe, PASCARD Evelyne (suppléante de GEIST Gérard), GOBARD Éric, GUILBAUD Corinne, GUILLETTE Christine, HALLOO Stéphane, HORDÉ Pierre, HOUDAYER Sébastien, JACOTIN Bernard (+ pouvoir de CARLIER Dominique), LEMEY Jacqueline, LEMOINE Bernard, MARCILLY Fabrice, MASSON Jean-François, MICHON Maryse (+ pouvoir de BERNARD Françoise), MIFFRE-PERRETTI Laurence, MOLET Franz, MONTOISY Alexis, MOTOT Ginette, MUSART Jean-Luc, NALIS Daniel (+ pouvoir de SCHAUFLEUR Jacqueline), PARFUS Luc, PERRIN Sylviane (+ pouvoir de THOURET Marie-José), PEZZETTA Sonia, PEZZETTA Ugo, PICARD Laurence (+ pouvoir de RIESTER Franck), POIRSON Danielle, POVIE Marie-Claude (+ pouvoir de BEAUDET Jean-Pierre), PREVOST Jean-Jacques (+ pouvoir de VAUDESCAL Jean-Louis), RICHARD Bernard, ROMANOW Patrick, SUSINI Jean-Paul, VALLÉE Fabien (+ pouvoir de FLEISCHMAN Thierry), VEIL Cathy (+ pouvoir de HEMET Carole), VILLOINGT Patrick (+ pouvoir de DUCEILLIER Joël) VIVET Emmanuel et VUILLAUME Didier (+ pouvoir CHEVRINAIS Sophie).

Absent excusé : --- Absents non excusés : AUBRY Jean-Pierre- HEUSELE Antoine - LANTENOIS-MAASSEN Véronique- LÉGER Jean-François- LEROY Jérôme -PERRIN Jean-François - Secrétaire de Séance : Monique BOURDIER

Délibération 2020-136-PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial) : Signature d'une convention avec le SDESM

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2224-31 à L.2224-37-1,

Vu la Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV), notamment le Titre VIII, Chapitre III relatif à la transition énergétique dans les territoires,

Vu le décret n°2016-849 relatif au plan climat air énergie territorial,

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.229-26, et R 229-51 à R 229-56

Vu la délibération n° 18-52 de la Communauté de communes du Pays Créçois en date du 26 septembre 2018, approuvant la signature d'une convention cadre et financière avec le Syndicat Départemental des Énergies de Seine-et-Marne, en vue de l'accompagnement pour la réalisation de son Plan Climat Air Énergie Territorial,

Vu la délibération n° 2018-212 de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie en date du 27 septembre 2018, engageant la Communauté d'agglomération dans la réalisation d'un Plan Climat Air Énergie Territorial et approuvant la signature d'une convention cadre et financière avec le Syndicat Départemental des Énergies de Seine-et-Marne, en vue de l'accompagnement pour la réalisation du Plan Climat Air Énergie Territorial,

Vu l'arrêté préfectoral 2019/DRCL/BLI/n°116 du 25 octobre 2019, portant création d'une communauté d'agglomération issue de la fusion de la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie et de la communauté de communes du Pays Créçois,

Considérant l'obligation faite aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plus de 20 000 habitants d'adopter un plan climat air énergie territorial,

Considérant que la nouvelle communauté d'agglomération est substituée de plein droit pour l'exercice de ses compétences aux deux communautés ayant fusionné dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes, qu'en conséquence la nouvelle Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie devient compétente pour élaborer un Plan Climat Air Énergie Territorial sur le nouveau périmètre,

Considérant qu'une nouvelle convention cadre et financière doit être conclue avec le SDESM afin d'accompagner la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie dans l'élaboration de son Plan Climat Air Énergie Territorial,

Après discussion et acceptation par 0 CONTRE, 0 ABSTENTION et 76 POUR, le conseil communautaire :

- ✓ **Résilie** les conventions cadre et financières conclues par la Communauté de communes du Pays Créçois, d'une part, et la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie, d'autre part, avec le Syndicat Départemental des Énergies de Seine-et-Marne, en vue de l'accompagnement pour la réalisation de leur Plan Climat Air Énergie Territorial sur leurs territoires respectifs,
- ✓ **Approuve** la convention cadre et financière d'accompagnement pour la réalisation d'un Plan Climat Air Énergie Territorial proposée par le SDESM,
- ✓ **Dit** que la réalisation d'un Plan Climat Air Énergie Territorial est poursuivie sur le nouveau périmètre de la communauté d'agglomération issue de fusion, dans le cadre de la nouvelle convention cadre et financière et dans la continuité des travaux d'ores et déjà effectués sur le territoire des anciennes communautés,
- ✓ **Approuve** les modalités financières de ladite convention, à savoir le règlement au SDESM d'une somme de **79 635 € TTC** au titre de la prestation de l'assistant à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du plan climat air énergie territorial (63 765 € pour l'offre de base et 15 870 € TTC pour les prestations supplémentaires éventuelles), et le règlement d'une somme de 7 963.50 € TTC au titre des frais de coordination (10 % du coût de la prestation de l'AMO), soit un montant total de **87 598.50 € TTC**,
- ✓ **Autorise** le Président à signer la convention cadre et financière d'accompagnement pour la réalisation d'un plan climat air énergie territorial avec le SDESM, convention qui entrera en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et prendra fin avec la validation du plan climat air énergie territorial par les services de l'Etat et de la Région, puis son adoption définitive par la Communauté d'agglomération,
- ✓ **Autorise** le Président à signer les avenants à la convention,
- ✓ **Dit** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Coulommiers le 03 mars 2020

Le Président

Ugo PEZZETTA

CONVENTION CADRE ET FINANCIERE D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA REALISATION D'UN PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET)

Entre les soussignés :

Le Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM), dont le siège est situé 1 rue Claude Bernard – 77000 La Rochette,

Représenté par son Président, Monsieur Pierre YVROUD, agissant en vertu de la délibération 2014-107 prise par le comité syndical en date du 27 mai 2014

Ci-après désigné par « le Syndicat » ou « le SDESM »,

Et :

La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie, dont le siège est situé 13, rue du Général de Gaulle – 77120 Coulommiers,

Représentée par son Président, Monsieur Ugo PEZZETTA, agissant en vertu de la délibération n°2020-XXX prise par le conseil communautaire en date du JJ/MM/AAAA ;

Ci-après désignée par « l'EPCI »,

Les deux signataires sont conjointement désignés ci-après « les parties »,

APRES AVOIR EXPOSE CE QUI SUIT :

La loi de Transition Energétique pour une Croissance Verte (dite loi TECV) a créé les Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET) en ajoutant la question de la qualité de l'air aux précédents Plans Climat Energie Territoriaux (PCET).

La loi TECV précise que tous les EPCI à fiscalité propre regroupant au 1^{er} janvier 2017 plus de 20 000 habitants sont tenus de réaliser un PCAET. Deux échéances ayant été retenues :

- Le 31 décembre 2016 pour les EPCI de plus de 50 000 habitants au 1^{er} janvier 2015 et concernés par la précédente obligation de réalisation d'un PCET,
- Le 31 décembre 2018 pour les autres EPCI de plus de 20 000 habitants.

La loi TECV permet en outre à l'EPCI de déléguer la réalisation de son PCAET notamment au syndicat d'énergie de son territoire.

Le SDESM, conscient de cette nouvelle obligation et à la vue de ses compétences en matière d'énergie, a décidé de formaliser une offre d'accompagnement des EPCI sur la réalisation des PCAET.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités d'accompagnement de l'EPCI par le SDESM sur son obligation de réalisation d'un PCAET.

Il est à noter que la présente convention ne constitue pas une délégation de compétence ou de maîtrise d'ouvrage mais une simple offre d'accompagnement du SDESM.

ARTICLE 2 – PERIMETRE ET CONTENU DE L'OFFRE DE BASE

La présente convention s'étend sur la réalisation du PCAET de l'EPCI.

Un PCAET est un document de planification dont le contenu est détaillé dans le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 ci-joint en annexe 1 à la présente convention.

L'accompagnement du PCAET est défini selon les grandes étapes, hors prestations supplémentaires éventuelles (nommées ci-après PSE), précisées ci-dessous. Le détail et le contenu de chaque étape sont précisés dans le CCTP du SDESM fourni en annexe 2 de cette convention, les étapes suivantes intègrent la prestation de base du marché :

- Cadrage de la démarche
 - Réunion de cadrage et séminaire de lancement
 - Enquête de préfiguration
- Diagnostics
 - Estimation des émissions de gaz à effet de serre et possibilités de réduction
 - Estimation de la séquestration de carbone et possibilités de développement
 - Analyse de la consommation énergétique et des potentiels de réduction
 - Présentation des réseaux de distributions d'énergie et des options de développement
 - Etat des lieux des productions d'énergie et potentiels d'énergies renouvelables, de récupération et de stockage
 - Analyse de la vulnérabilité territoriale aux effets du changement climatique
 - [communautés d'agglomération uniquement] Bilan GES patrimoine et compétence
- Stratégie territoriale
- Elaboration du plan d'action
- Outils de suivi et d'évaluation du PCAET
- Evaluation environnementale stratégique (EES)
- Mobilisation et concertation

Le SDESM accompagnera l'EPCI sur l'ensemble de l'élaboration du PCAET jusqu'à l'adoption définitive du PCAET. Pour cela, le SDESM s'entourera d'un bureau d'études ou d'un groupement assistant à maître d'ouvrage, ci-après désigné AMO, pour la réalisation du PCAET sur les champs techniques et mobilisation/concertation nécessaires à l'élaboration du PCAET.

ARTICLE 3 – ROLE ET ENGAGEMENT DU SDESM

Le SDESM a un rôle de coordination entre l'AMO et l'EPCI, ainsi qu'un rôle de conseil auprès de l'EPCI.

Le SDESM sélectionnera l'AMO aux termes d'une consultation. Il sera également acteur du PCAET sur les différentes étapes décrites à l'Article 2.

Le SDESM met à disposition une chargée de mission dédiée au suivi du PCAET de l'EPCI dont le contact est précisé à l'Article 7.

Le rôle et les actions du SDESM sont les suivantes :

- Réaliser le cahier des charges et sélectionner une AMO pour la réalisation du PCAET
- Appuyer l'EPCI à la sélection des Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)
- Présenter préalablement au lancement de la démarche, l'offre de l'AMO à l'EPCI et son programme
- Coordonner l'action de l'AMO
- Participer à la réalisation des diagnostics en mettant à disposition l'intégralité des données énergétiques ou autres nécessaires à la réalisation du PCAET en sa possession ou qu'il pourra obtenir
- Participer à la réalisation des objectifs et du plan d'actions du PCAET en fonction de ses propres compétences et actions qu'il mène sur toute la Seine-et-Marne
- Appuyer l'EPCI dans l'identification des aides et leviers financiers mobilisables pour la réalisation du PCAET et de son plan d'action

ARTICLE 4 – ROLE ET ENGAGEMENT DE L'EPCI

L'EPCI reste maître d'ouvrage de son PCAET et conserve la responsabilité de sa réalisation et son adoption.

Pour cela l'EPCI s'engage à :

- Nommer un élu référent sur le sujet dont le contact est précisé à l'Article 7
- Nommer un agent au sein de ses services référent sur la réalisation du PCAET dont le contact est précisé à l'Article 7
- Valider et souscrire au programme proposé par l'AMO qui sera présenté par le SDESM lors d'une réunion qui réunira à minima l'élu référent et l'agent référent nommés par l'EPCI
- Souscrire, sur conseil préalable du SDESM, à la PSE 0.1 ou 0.2 de l'article 6
- Engager les moyens nécessaires pour faciliter la réalisation des PSE 1.1 à 3 préalablement souscrites par l'EPCI
- Participer à toutes réunions ou présentations nécessaires au bon déroulement de la prestation
- Engager les moyens nécessaires pour faciliter la réalisation de l'enquête de préfiguration
- Engager les moyens nécessaires pour faciliter les démarches de mobilisation/concertation
- Apporter tous les éléments en sa possession ou qu'il pourrait obtenir pour la réalisation des diagnostics
- Contrôler la bonne réalisation de son PCAET
- Régler au SDESM le montant des frais avancés par ce dernier pour la réalisation du PCAET (articles 5 et 6)

ARTICLE 5 – PARTICIPATION FINANCIERE DE L'EPCI

Les coûts des prestations de l'AMO seront pris en charge dans un premier temps par le SDESM puis facturés par le SDESM à l'EPCI.

Une participation complémentaire aux frais de coordination du SDESM sera versée à raison de 10% des coûts TTC des prestations de l'AMO.

Le total pour l'EPCI sera équivalent à la formule suivante :

$$(Coût\ TTC\ offre\ de\ base + coût\ TTC\ de\ la/\ des\ PSE) * 1,10\ (frais\ coordination\ SDESM) = coût\ total\ pour\ l'EPCI$$

ARTICLE 6 –CHOIX DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE) ET DISPOSITIONS FINANCIERES

En application de la délibération n°2017-65 du Comité Syndical du 7 novembre 2017 portant sur l'accompagnement par le SDESM des EPCI de Seine-et-Marne pour la réalisation de leur PCAET,

La prestation de base, précisée à l'Article 2, ne fera l'objet d'aucune modification ni dans son programme ni dans son montant, elle sera souscrite dans son intégralité par l'EPCI.

Montant total TTC de l'offre de base (Article 2) : 63 765 € TTC

Conformément à l'Article 4, l'EPCI s'engage sur conseil préalable du SDESM, à sélectionner la PSE 0.1 ou 0.2.

- ☐ **PSE 0.1 :** Participation au séminaire de lancement organisé par la CDTE 77.
Montant : 780 € TTC

OU

- ☒ **PSE 0.2 :** Définition et animation d'un séminaire de lancement par le prestataire.
Montant : 1 560 € TTC

L'EPCI a la possibilité de souscrire aux différentes PSE ou de ne souscrire à aucune. La signature de la présente convention par l'EPCI engage la souscription aux PSE cochées.

- ☒ **PSE 1.1 :** Réalisation du scope 3 du bilan GES territorial. Le prestataire retenu étendra le bilan des émissions de GES au scope 3, c'est-à-dire aux émissions de GES indirectes du territoire. La prestation pourra inclure des calculs d'émissions de GES évitées.
Montant : 3 780 € TTC
- ☐ ~~**PSE 1.2 [Communautés de communes uniquement] :** Réalisation du bilan GES Patrimoine et compétences. Le prestataire établira le bilan des émissions de GES sur le volet Patrimoine et Compétences, a minima sur le périmètre réglementaire (scope 1 et 2) et idéalement, si la Communauté de communes le souhaite, avec l'outil GESi.
Montant : € TTC~~
- ☒ **PSE 2.1 :** Mobilisation/sensibilisation des élus et agents des communes de l'EPCI. Le prestataire définira l'organisation et animera des séances mobilisation/sensibilisation (ateliers thématiques, groupes de travail, cafés-débats...) auprès des élus et des agents des communes de l'EPCI.
Montant : 1 950 € TTC
- ☐ **PSE 2.2 :** Atelier / groupe de travail supplémentaire avec les acteurs du territoire. ...
Montant unitaire : 1 170 € TTC
Nombre de présentations supplémentaires souhaitées :
- ☐ **PSE 2.3 :** Définition et animation des premières réunions d'un « Club climat » avec les acteurs du territoire (composition, principes d'animation, feuille de route...)
Montant : 2 340 € TTC
- ☒ **PSE 2.4 :** Réunion publique supplémentaire. Le prestataire définira les modalités d'organisation et animera une réunion publique supplémentaire
Montant unitaire : 1 560 € TTC
Nombre de présentations supplémentaires souhaitées : 3
- ☒ **PSE 2.5 :** Plateforme participative. Le prestataire proposera une (des) solution(s) informatique(s) permettant de lancer une concertation en ligne à destination du grand public (forum de discussion en accès sur le site internet de l'EPCI...)
Montant : 1 560 € TTC

- ☐ **PSE 2.6** : Définition et animation des premières réunions d'un « Conseil citoyen du climat » (composition/sélection des participants, principes d'animation, feuille de route...). Le prestataire définira l'organisation et les principes d'animation d'un groupe de citoyens (ou conseil de développement, conseil économique et social ou conseils de quartier, selon les configurations existantes sur le territoire de l'EPCI) destiné à contribuer à l'élaboration du PCAET et à suivre sa mise en œuvre.

Montant : 3 120 € TTC

- ☐ **PSE 2.7** : Visuel Plan climat. Le prestataire réalisera un visuel spécifique pour la démarche PCAET de l'EPCI que ce dernier pourra utiliser pour ses outils de communication. Si l'EPCI le souhaite, le prestataire repartira pour cela du logo de l'EPCI.

Montant : 1 560 € TTC

- ☒ **PSE 2.8** : Documents de communication et Assistance rédactionnelle. Le prestataire assistera l'EPCI sur un ensemble d'éléments rédactionnels comme la rédaction d'une plaquette de présentation du PCAET, d'articles ou de dossiers de presse pour les journaux municipaux et les sites internet de l'EPCI et de ses communes adhérentes.

Montant : 2 340 € TTC

- ☐ **PSE 2.9** : Film. Le prestataire assurera la réalisation d'un court film (10 minutes maximum) de sensibilisation aux enjeux air-énergie-climat propres au territoire de l'EPCI (micro-trottoir, cabane vidéo, court-métrage...). Livrables : les rushes et le film en qualité haute définition.

Montant : 8 580 € TTC

- ☐ **PSE 3** : Présentation supplémentaire aux élus. Le prestataire assurera une présentation supplémentaire (du diagnostic, de la stratégie, du plan d'actions, de l'EES... ou tout autre élément de la démarche PCAET) aux élus (conseil / bureau / commission communautaire ou conseil / bureau / commission municipale, ou toute commission ad'hoc, ou toute réunion...)

Montant unitaire : 780 € TTC

Nombre de présentations supplémentaires souhaitées :

Montant total des PSE souscrites : 15 870 € TTC

Montant total de la prestation en TTC (offre de base + PSE) : 79 635 € TTC

Montant des frais de coordination du SDESM (Article 5) : 7 963,50 €

Montant total pour l'EPCI : 87 598,50 €

Le SDESM émettra des titres de recettes à l'attention de la Communauté d'agglomération au fur et à mesure du règlement des prestations par le Syndicat auprès de l'AMO. Ces titres de recettes correspondront aux sommes effectivement réglées à l'AMO et seront accompagnés d'une copie des factures déjà réglées par le SDESM. La Communauté d'agglomération s'en acquitte dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du titre de recettes.

A l'issue de l'élaboration du PCAET, le SDESM émettra un titre de recettes correspondant au montant de ses frais de coordination pour l'ensemble des prestations.

La domiciliation bancaire sur laquelle seront réalisés les règlements est la suivante :

Trésorerie Melun Val de Seine Secteur Public Local

IBAN : FR57 3000 1005 25D7 7100 0000 079

Le SDESM mettra tout en œuvre pour demander à l'EPCI le(s) remboursement(s) des frais avancés et le paiement des frais de coordination, dans un délai de 6 mois à compter de la fin de la prestation par l'AMO.

ARTICLE 7 – REPRESENTATION DES PARTIES

Les interlocuteurs du SDESM pour l'exécution de la Convention sont :

Mme YARDIN Gwennyn
Chargée de mission Plans climat
Tél fixe : 01 82 79 00 67 - Tél Portable : 06 71 34 26 25
Mail : gwennyn.yardin@sdesm.fr

M. BOITEL Marc
Responsable du service énergie
Tél fixe : 01 82 79 97 97 - Tél Portable : 06 30 03 29 85
Mail : marc.boitel@sdesm.fr

Les interlocuteurs de l'EPCI pour l'exécution de la Convention sont :

Pour l'élu référent :

M. Daniel NALIS
Vice-président en charge de l'Environnement et du Parc Naturel Régional
Tél Portable : 06 16 37 30 68
Mail : maire@guerard.fr

Pour les agents référents :

Mme Virginie MLADENOV
Service Urbanisme et aménagement du territoire
Tél fixe : 01 64 63 67 63
Mail : urbanisme@payscrecois.net
Mme Caroline BEAL
Chargée de mission – Direction générale des services
Tél fixe : 01 64 75 89 73 - Tél Portable : 06 80 20 59 23
Mail : caroline.beal@coulommiers.fr

ARTICLE 8 – PARTICIPATION DU SDESM

Aucune participation n'est demandée au SDESM.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature, par le SDESM et l'EPCI.

Elle prendra fin après validation du PCAET par les services de l'Etat et de la Région, puis adoption définitive par l'EPCI.

ARTICLE 10 – CONDITIONS DE RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas d'abandon de projet ou d'empêchement de commencer l'opération du fait de l'EPCI, la convention pourra être résiliée par celui-ci.

Le SDESM se réserve le droit de résilier ladite convention si les engagements de l'EPCI et les prescriptions citées à l'article 4 ne sont pas respectés.

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant entre les parties.

ARTICLE 12 – CONTESTATIONS

En cas de litige, les parties s'engagent à épuiser toutes les possibilités de conciliation avant de saisir le juge compétent.

Toute contestation relative à l'exécution de la présente convention sera portée devant le Tribunal administratif de MELUN.

Fait en deux exemplaires, le

à Coulommiers,

Pour le SDESM,

Pour la Communauté d'agglomération
Coulommiers Pays de Brie

Le Président,
Pierre YVROUD,

Le Président,
Ugo PEZZETTA